

## **Le repos des Rois est sacré**

Par SAR la Princesse Esther KAMATARI

*Esther Kamatari est la fille du Prince Ignace Kamatari. Son père était le frère du roi du Burundi Mwambutsa IV (1915-1966). L'assassinat de son père en 1964, et la chute de la monarchie sont deux événements qui ont déterminé la suite de sa vie. Après une carrière internationale de top model, Esther Kamatari s'est distinguée par ses engagements humanitaires en faveur de son pays, notamment envers les femmes et les orphelins, auteur du livre « Esther Kamatari Princesse des Rugo mon histoire édition » Bayard. Elle a été choisie par le mouvement Abahuzza pour le représenter lors des élections législatives, communales et présidentielles de juillet 2005. Elle est actuellement conseiller municipal à Boulogne-Billancourt, en charge des Relations et de la solidarité internationales.*

*Tout récemment encore, elle parrainait avec le Président Abdou Diouf une soirée de Gala au profit d'un centre multimédia pour les femmes de Rutana au Burundi.*

Alors que le Burundi s'apprête à fêter, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, le 50<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance, le Gouvernement du Président Pierre NKURUNZIZA s'est décidé à mettre en place une Commission nationale Vérité et Réconciliation, conformément aux accords de paix d'Arusha qui ont mis fin à plus d'une décennie de violences inter-ethniques.

Cette Commission a pour mandat d'enquêter et d'établir la vérité sur les violations graves des droits humains commises depuis juillet 1962, date de l'indépendance du Burundi, jusqu'à décembre 2008.

Depuis son indépendance, le Burundi a connu, pendant près de 40 ans, l'une des dictatures les plus meurtrières du 20<sup>e</sup> siècle. Massacres, génocides et coups d'Etat ont en effet ponctué l'histoire de ce petit pays d'Afrique de l'Est, qui connaissait avant l'arrivée des colonisateurs allemands et, par la suite, belges, une stabilité exemplaire.

Parmi les gestes forts que le Gouvernement souhaite poser dans ce cadre des travaux de cette Commission, l'exhumation et de l'inhumation de Sa Majesté le Roi Ntare V, dernier Roi du Burundi, figurent parmi les gestes les plus symboliques. Pour comprendre la décision du Gouvernement, il faut revenir quelques décennies en arrière.

Le règne de Roi Ntare V se termina brusquement en novembre 1966, à la suite d'un coup d'Etat organisé par son Premier ministre. Poussé à l'exil, Ntare vivait à l'écart de la vie politique agitée de Bujumbura, entre l'Allemagne, la Belgique et le Maroc. Or, en 1972, soit six ans après avoir quitté le Burundi, il est tombé dans un guet-apens tendu avec la complicité du Président de l'Ouganda, le tristement célèbre Idi Amin Dada, et s'est retrouvé emprisonné au Burundi, avant d'être sauvagement assassiné sous le pouvoir de Michel Micombero et jeté dans une fosse commune.

L'assassinat de Ntare V a été le prélude des massacres qui ont déstabilisé le Burundi pendant près de trois décennies, et qui a fait entre 1,5 million et 2 millions de victimes et de déplacés. Cette page noire de l'histoire est un fardeau que tous les Burundais portent depuis des années.

« L'idée » du Gouvernement du Burundi de retrouver les restes du dernier représentant de la monarchie n'est, en soi, pas mauvaise. Néanmoins, un geste aussi sensible et susceptible de rouvrir des cicatrices ne peut se faire dans n'importe quelles conditions.

## **Il ne peut y avoir réconciliation sans vérité**

S'il est honorable de vouloir accorder à Ntare V une sépulture digne, il serait pour le moins incompréhensible de ne pas aller jusqu'au bout du processus, en ne déterminant pas les responsabilités de ses assassins. Or, Ntare V a été assassiné par l'Etat burundais. Il revient donc au Chef de l'Etat actuel de faire toute la lumière sur cette affaire et d'identifier le ou les donneurs d'ordre afin que sa famille et l'ensemble des Burundaises et des Burundais puissent enfin faire leur deuil.

Différentes enquêtes menées depuis 1972 ont permis d'identifier les présumés coupables de cet acte odieux. Comme son nom l'indique, il convient donc que la Commission nationale « **vérité** » et réconciliation prenne les dispositions nécessaires pour que les bourreaux soient portés devant les tribunaux de notre pays, **sauf à considérer que les assassins d'un Chef d'Etat peuvent impunément tuer, sans jamais être inquiétés.** Ne pas le faire reviendrait tout simplement à nier l'existence d'une justice libre et impartiale dans notre pays ! Est-ce vraiment cette image que nous voulons donner à la jeunesse de notre pays, qui regarde avec inquiétude et résignation, tous les gestes posés.

Un autre élément ne manque pas d'étonner. En confiant les travaux d'exhumation et d'inhumation au Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, le Chef de l'état conforte malheureusement celles et ceux qui pensent que cet épisode malheureux est **un simple accident de l'Histoire.** En procédant de la sorte, Pierre NKURUNZIZA ne semble pas s'inscrire dans cette approche de recherche de la « Vérité » car il confine l'image du Roi et plus largement celle d'une institution à une dimension culturelle, **à la limite entre le folklore ou la tradition.** Or, le Roi, et plus largement l'institution monarchique, ne méritent-ils pas davantage de respect, ne serait-ce que parce qu'ils ont assuré la stabilité politique de notre pays pendant des siècles ?

A la lumière de ces éléments, tout indique aujourd'hui que plusieurs personnes recherchent, à travers cette opération de communication, à faire la « fête », à se donner bonne conscience, voire même, à réécrire l'Histoire de notre pays. Ceux-là devront assumer, un jour ou un autre, les conséquences de leurs actes. Si nous voulons que le Burundi puisse repartir sur des bases nouvelles, **il nous revient de ne pas léguer aux générations futures notre hypocrisie et notre lâcheté !**

### **Le père, à défaut du fils...**

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'équipe d'experts médico-légaux, soutenue par l'ancienne puissance coloniale, n'est toujours pas parvenue à trouver les restes du dernier roi du Burundi. Face à cette situation, le Gouvernement de Pierre NKURUNZIZA s'achemine vers une solution de repli qui consisterait à rapatrier la dépouille du père de Ntare V qui est inhumé en Suisse.

Cette obstination, presque macabre, à déterrer les rois ne fait que conforter notre position. Le Gouvernement du Burundi cherche manifestement par tous les moyens à tourner définitivement une page sombre de son histoire en se donnant bonne figure, mais en oubliant l'essentiel : **rechercher la vérité et rendre grâce à l'Histoire.**

Personne ne peut ignorer que dans son testament, le père de Ntare V s'est opposé à reposer sur les terres de son ancien royaume. Ce pays, qu'il chérissait, mais qui lui a enlevé, dans des circonstances dramatiques, son frère et ses deux fils...

Dans ce contexte, le plus bel hommage que le Gouvernement du Burundi pourrait rendre aux membres de la famille royale serait de respecter les dernières volontés du monarque, mais surtout de reconsidérer l'exclusion volontaire des Baganwa (lignée des princes du Burundi) dans la Constitution, alors que cette dernière organise la gestion de l'Etat autour des trois autres composantes historiques du Burundi, à savoir les Hutu, Tutsi et les Twa. Cet oubli est une véritable injustice qui méconnaît et viole l'histoire de notre pays.

Enfin, il est fait peu d'échos du sort qui est réservé aux personnes qui ont été jetées, avec le Roi, comme de vieux déchets dans une fausse commune. Or, pourquoi leurs familles ne mériteraient elles pas, autant que celle de Ntare V, de récupérer leurs corps pour offrir une sépulture décente ?

Le devoir de mémoire nous impose de rendre hommage à tous les citoyens du Burundi qui ont fait l'objet des pires atrocités.

\*\*\*\*\*